

IMMEUBLE

Les petits courtiers chassent les grands

■ Après avoir écarté les trusts immobiliers du conseil d'administration de la Chambre d'immeubles de Montréal, les courtiers indépendants s'apprêtent à mettre sur pied des regroupements pour accaparer une plus grande part du lucratif marché de l'immeuble au Québec.

Depuis que les trusts et com-

FRANÇOIS BERGER

pagnies de fiducie sont entrés sur le marché de l'immobilier, il y a une quinzaine d'années, les courtiers indépendants n'ont cessé de perdre du terrain. Au point où ils doivent maintenant se contenter des miettes que les trusts et les grandes compagnies laissent tomber de l'abondante table des transactions immobilières: six grandes entreprises contrôlent ainsi les deux tiers des transactions résidentielles dans la région de Montréal. Les autres, soit près de 500, se partagent le reste.

C'est à la faveur d'une querelle sur la gestion d'un magazine immobilier publié par la Chambre d'immeubles de Montréal depuis janvier dernier, que les courtiers indépendants, fort de leur supériorité numérique, ont décidé d'écarter les grandes entreprises du conseil d'administration de l'organisme.

Un seul grand courtier, Le Permanent, siège encore au conseil.

Le magazine (appelé le «Magazine de l'immobilier») profitait d'abord aux grands, laissant les courtiers indépendants sur leur appétit, explique un observateur de la scène immobilière. Les petits courtiers devaient éponger une partie du déficit d'un outil publicitaire qui vantait les activités des grandes maisons de courtage.

«Alors, nous avons décidé de prendre le plancher», de dire

André Coderre, président de l'Association des courtiers en immeubles indépendants du Québec (ACIIQ), qui regroupe 114 courtiers propriétaires de leurs entreprises.

L'ACIIQ, fondée il y a deux ans, permet aux membres d'utiliser la même pancarte-annonce, identifiant le groupe et le courtier. La publicité est également regroupée, indique M. Coderre.

«Il s'agit de faire face aux trusts sur le terrain de la publicité et du marketing», ajoute-t-il.

Notons que les trusts et grandes compagnies consacrent à elles seules \$1 million par année à la publicité dans la région de Montréal.

D'autres regroupements

D'autres regroupements, avec des budgets plus importants que celui de l'ACIIQ (cette association n'exige que \$50 par année en guise de cotisation), sont sur le point de voir le jour au Québec.

Ainsi, 25 courtiers vont lancer un groupe appelé «Transaction» d'ici à la fin de l'année. Chaque membre devra verser une cotisation de l'ordre de \$2,000 et déboursier un pour cent de ses commissions.

«Nous voulons devenir un des grands (courtiers ou groupes de courtiers)», dit le président de «Transaction», Ronald Marcoux, de Sherbrooke.

Il n'est pas tellement question de reprendre le marché détenu par les trusts, mais plutôt d'acaparer une part importante du marché qui se développe, précise-t-il.

La aussi, on utilisera la pancarte-annonce uniforme.

Un autre projet de regroupement est en voie de réalisation sous l'instigation des Immeubles Beaudry, de Brossard. Il s'agit du «Groupe immobilier Atlas», dont la phase du recrutement n'est pas encore terminée.

Ces regroupements de courtiers indépendants québécois s'annoncent au moment où le plus gros groupe de courtage immobilier des États-Unis, «Century 21 Real Estate», s'apprête à faire son entrée au Québec.

«Century 21» s'est déjà installée confortablement dans l'Ouest canadien et en Ontario. L'arrivée de ce groupe au Québec est prévue pour le début de 1981, mais on ne sait pas encore combien de courtiers québécois seront intéressés à s'y joindre. Car, pour devenir membre de «Century 21», il faut y mettre le «paquet»: aux USA, le courtier doit verser un droit d'entrée de \$10,000 et remettre au groupe de 6 à 8 pour cent de ses recettes brutes annuelles.

La division du courtage immobilier, du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières du Québec, surveille de près l'évolution de la situation, a dit un porte-parole du ministère.

Cependant, Québec n'a encore pris aucune position officielle. Dans l'industrie, on espère que le gouvernement va présenter un projet de loi qui doit sur les tablettes depuis un certain temps. Ce projet de loi modifierait la loi actuelle du courtage immobilier.

Mais il semble que ce ne soit pas demain la veille. «Depuis dix ans, il y a eu plusieurs tentatives de regroupement des courtiers, et cela n'a pas marché», remarque un fonctionnaire de la division du courtage immobilier.

La course aux milliards (les transactions immobilières ont totalisé \$2 milliards en 1978 au Québec — pour quelque 900 courtiers) intéresse également le personnel des maisons de courtage. A Québec, par exemple, la Chambre d'immeubles locale a dû donner le droit de vote aux agents qui menaçaient de se syndiquer...

Provigo nie vouloir acheter Hudon et Deaudelin

■ Provigo annoncera aujourd'hui une importante restructuration de son entreprise et non l'acquisition de Hudon et Deaudelin contrairement à ce que publiait hier matin *Le Jour-*

MICHEL ROESLER

nal de Montréal repris par Radio-Canada.

Dans un communiqué conjoint, les présidents de Provigo et de Hudon et Deaudelin, respectivement MM. Antoine Turmel et Jean-Guy Deaudelin, ont démenti formellement les assertions du *Journal de Montréal*.

Sans avancer de prix, l'article en question annonçait que les magasins sous bannière IGA, concessions de Hudon et Deaudelin dans la majeure partie du Québec, allaient passer sous celle de Provigo. Il ajoutait que cette «nouvelle» devrait être annoncée aujourd'hui en conférence de presse.

Dans le communiqué commun Provigo - Hudon et Deaudelin les deux pdg déclarent: «Qu'ils apportent un démenti formel à la nouvelle publiée à l'effet que Provigo fait l'acquisition de Hudon et Deaudelin Ltée.»

M. Antoine Turmel fait également part que cette nouvelle est «complètement erronée puis-

qu'il n'y a pas de négociation entre les deux entreprises».

Dans une déclaration faite à LA PRESSE, M. René Provost, vice-président de Provigo a ajouté que si Provigo a acquis les actifs de Loeb, il n'a pas pour autant acquis tous ceux d'IGA que contrôle le groupe Oshawa et cela même si, dans les Cantons de l'Est, les magasins portant la bannière IGA étaient fournis par Loeb. Mais ces commerces appartiennent à des épiciers indépendants et si Provigo a pris le contrôle de Loeb, il n'en est pas devenu pour autant propriétaire de ces épiceries. Provigo a pris le contrôle de Loeb en janvier 1979.

LES \$2,2 MILLIARDS POUR LES PÂTES ET PAPIER

Bérubé fait connaître sa proposition finale

■ QUÉBEC — Faisant valoir qu'on ne peut plus retarder des investissements industriels de \$2.2 milliards dans les pâtes et papier au Québec au moment où l'on parle de récession, de chômage et de la nécessité d'une

GILLES GAUTHIER
(de notre bureau de Québec)

relance économique, le ministre de l'Énergie et des Ressources Yves Bérubé a fait connaître hier la contre-proposition «finale» qu'il a soumise au fédéral dans le cadre des discussions sur le programme de modernisation de cette industrie.

Cet «ultime compromis» consisterait en une injection supplémentaire de \$90 millions de la part des deux gouvernements, portant ainsi le total à \$240 millions.

Afin de respecter l'entente fédérale-provinciale signée en mai 1979, qui prévoyait qu'Ottawa participerait dans une pro-

portion de 60 p. cent et Québec de 40 p. cent, le MEER verserait \$45 millions de plus et la province \$30 millions supplémentaires, et Québec s'engagerait à investir un autre \$15 millions «hors de l'entente».

M. Bérubé a déclaré hier que Québec voulait par ce compromis mettre fin aux querelles stériles et inutiles et éviter une réouverture des négociations, qui ne pourraient selon lui qu'amener de nouveaux délais.

«Nous voulons, a-t-il dit, un oui ou un non sans conditions, car il faut que le programme décolle au plus vite.»

Il a fait savoir à ce sujet que certaines compagnies ont avisé le gouvernement que les délais étaient maintenant des plus serrés.

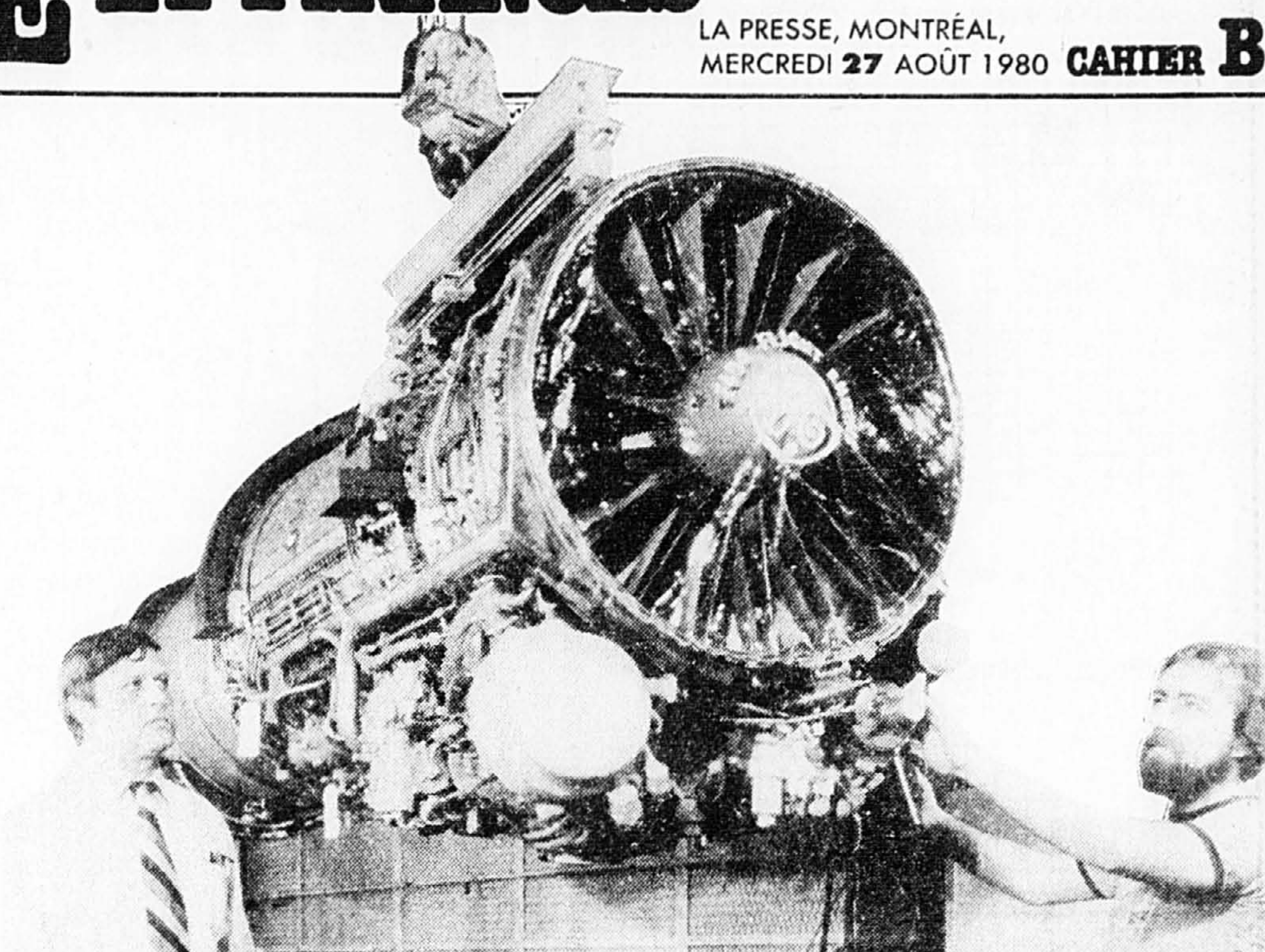
M. Bérubé s'est dit d'avis sur ce point que certains investissements qui étaient prévus à l'origine ne seront pas réalisés parce que, dans l'attente des décisions des gouvernements, des entreprises qui avaient des liquidités

importantes il y a quelques mois «regardent maintenant ailleurs», à la suite notamment du resserrement du marché.

Les projets qui sont en marche, d'une valeur totale de \$101 millions, sont ceux de Consolidated-Bathurst à Grand'Mère et Trois-Rivières, de Domtar à Donnacona et de Rolland à St-Jérôme.

Le ministre responsable du MEER, De Bané, en retient quinze autres dans l'attente d'une entente, les plus importants étant ceux de Québec North Shore à Baie-Comeau \$84.5 millions), CIP à La Tuque (74.5 millions), Scott à Crabtree (71.7 millions) et Tembec à Témiscamingue (\$70.9 millions). Ces quinze plans quinquennaux amèneraient des investissements totaux de \$637 millions.

L'analyse de 31 autres plans est paralysée et, enfin, quatre usines n'en ont pas encore présenté, soit celles de Domtar à Windsor, East-Angus et Beauharnois et de St-Raymond Paper à Desbiens.



Le F404 de GE a été spécialement conçu pour propulser le nouveau bimoteur F-18A Hornet de McDonnell Douglas que les Forces armées canadiennes ont adopté. «Le turboréacteur a déjà été soumis à plus de 9,300 heures de tests de fonctionnement, dans le cadre de ce qu'on qualifie de série de tests la plus exhaustive jamais conçue pour un nouveau moteur de chasseur», selon GE. Le moteur vient aussi de passer 750 heures en vol pour le compte de la US Navy.

LES MOTEURS DU F-18

USINE DE \$60 MILLIONS DANS LES CANTONS DE L'EST

■ LYNN (Massachusetts) — La région des Cantons de l'Est a été préférée à 35 autres emplacements au Canada pour l'implantation, par la compagnie General Electric, d'une usine de \$60

RHÉAL BERCIER

envoyé spécial de LA PRESSE

millions pour fabriquer des lames et des ailettes de son fameux moteur F-404, qui doit propulser les avions de combats CF-18 de McDonnell Douglas.

«La décision est définitive. Nous négocions sérieusement avec deux municipalités de cette région et il n'y a pas eu de pressions politiques qui se sont exercées dans notre choix. C'est une décision purement économique», a déclaré à LA PRESSE le principal responsable de ce choix, Ken Porter, responsable auprès de Canadian General Electric des retombées économiques du contrat du siècle octroyé en mai dernier par le ministère de la Défense nationale.

Le contrat de \$2.3 milliards, servant à rajeunir la flotte d'avion de combat d'Ottawa, devrait engendrer des retombées économiques de \$3 milliards au Canada, dont \$800 millions doivent être injectés par GE dans sa filiale canadienne.

«La décision a été prise avant le référendum du 20 mai (le 28 mars) et immédiatement annoncée. La seule pression qui s'exerçait sur nous c'était la stratégie de notre concurrent d'alors, General Dynamics.»

On sait que CGE a plus d'une quinzaine d'installations au Québec et y emploie quelque 14,000 travailleurs. On sait également que, depuis l'octroi de cet important contrat, la compagnie a annoncé une expansion de \$3.2 millions à l'une de ses usines, celle-là située à Saint-André d'Argenteuil.

«Ce \$63.2 millions n'est pas compris intégralement dans les retombées de \$800 millions qui doivent favoriser les entreprises canadiennes que GE et CGE se sont engagées à réaliser, parce que plusieurs des composantes nécessaires pour réaliser les projets devront venir de l'extérieur du Canada, mais tout ceci fait partie des négociations et des discussions que nous aurons avec le gouvernement fédéral concernant notre quote-part des retombées.»

Mais GE et CGE semblent être optimistes à l'égard de leurs engagements avec McDonnell Douglas, des opinions d'experts en aéronautique, des plus récents tests qu'elles ont fait subir à ce moteur révolutionnaire et des perspectives d'avenir.

Après avoir joué des coudes et mené des parties serrées pour obtenir l'important contrat, la revue spécialisée Aviation Québec, après études, soutient qu'Ottawa a fait le meilleur choix et que la décision d'opter pour le F-18 injectera plus d'activités économiques au Canada.

De plus, un récent test du moteur et de l'avion réalisé par la revue américaine Aviation Week, a comblé les promoteurs.

Mais ce qui a ajouté à leur confiance, c'est d'avoir passé avec succès une épreuve d'endurance de 750 heures de vol à la demande de la Marine américaine.

C'est pourquoi, cette semaine, GE accueillait des journalistes canadiens à Lynn pour leur montrer l'engin. Les pièces en montre avaient été analysées et révélées très peu d'usure comparative à un autre moteur qui aurait réalisé le même exercice.

Mais ce qui comble de joie ses promoteurs, c'est les perspectives d'utilisation de ce moteur pour d'autres avions de chasse en Espagne, en Grèce, en Turquie, en Suède tandis que le gouvernement d'Israël vient de l'adopter pour son avion, le Lavi. Rappelons que le Canada recevra son premier appareil, le Hornet, en 1982.

Vilas rouvrirait dès septembre

■ Les agents Gaétan Laflamme et André Giroux viennent de lancer un appel d'offres pour les actifs de Gestion Norca Ltée et des Industries Vilas et

LAURIER CLOUTIER

espèrent, dans les circonstances, que l'acquéreur choisi des usines de meubles pourra les relancer dès septembre.

Après avoir consenti un financement de \$7 millions, soit des prêts respectifs de \$3.7 millions, pour le court et le moyen termes, et de \$3.3 millions, pour le long terme, la Banque de Montréal et la Banque Mercantile ont pris possession le 25 juillet dernier de Vilas, au terme des vacances annuelles des quelque 500 employés.

Si bien que l'important fabricant de meubles, racheté des Compagnies Molson par le jeune homme d'affaires Normand Ricard de 34 ans, en 1978, n'a pu reprendre ses activités normales depuis ce temps.

Inventaire complété

M. Giroux, du bureau Laliberté, Lancôt, Morin & Associés et agent de la Banque de Montréal, a déclaré hier au cours d'une entrevue que, depuis la fermeture des usines, il se charge de la perception des comptes recevables alors que son collègue Laflamme s'occupe de la gestion des actifs.

«L'inventaire de tous les biens», entrepris lors de la prise de possession à la fin du mois dernier, a été complété il y a une couple de semaines et révèle des stocks «moindres que ceux indiqués aux livres. On a trouvé un

écart de \$500,000 sur un total de \$4 millions mais ce n'est pas beaucoup dans les circonstances. Ça provient de la méthode.»

L'agent Giroux a précisé par ailleurs que plusieurs se sont montrés intéressés à acheter Vilas «mais il faut procéder par soumissions.»

Trois septembre à 14h

Les acheteurs potentiels doivent faire parvenir leurs offres aux agents avant le mercredi trois septembre à 14h.

On compte alors procéder immédiatement à l'ouverture des enveloppes dont la plus intéressante permettrait de relancer les activités de Vilas.

«Ça sent bon»

Appelé à donner son impression, lui qui oeuvre dans le milieu depuis de nombreuses années, M. Giroux estime que «ça ne sent pas mauvais pour Vilas. Je pense que ça sent bon.»

«Mais on ne sait jamais, tant qu'on n'a pas vu les offres. Nous, nous sommes conservateurs par profession. Dans une offre, il faut aussi tenir compte des deux éléments du prix et du financement. L'agent cherche une offre alléchante et financée solidement.»

Avant la fin de septembre

«Les activités pourraient reprendre en septembre. C'est possible. La relance pourrait intervenir avant la fin de septembre.»

De son côté, un porte-parole de M. Laflamme, du bureau Poir-

sant Richard/Thorne Riddell et agent de la Fiducie Prêt et Revenu agissant au nom de la Banque Mercantile, a déclaré cependant que les différents lots d'actifs pourraient être vendus aux plus offrants, séparément, «mais pas nécessairement. L'idéal, c'est de vendre le tout.»

«Quelque 10 groupes, personnes ou compagnies ont manifesté de l'intérêt pour Vilas mais personne n'a encore présenté une offre formelle. Une couple de semaines pourraient être suffisantes pour redémarrer après l'ouverture des offres.»

Le porte-parole n'a toutefois pas identifié les acheteurs potentiels.

A la mi-août, au cours d'une conférence de presse, les syndiqués affiliés à la CSN avaient donné toute une liste d'intéressés que personne n'a contestée depuis.

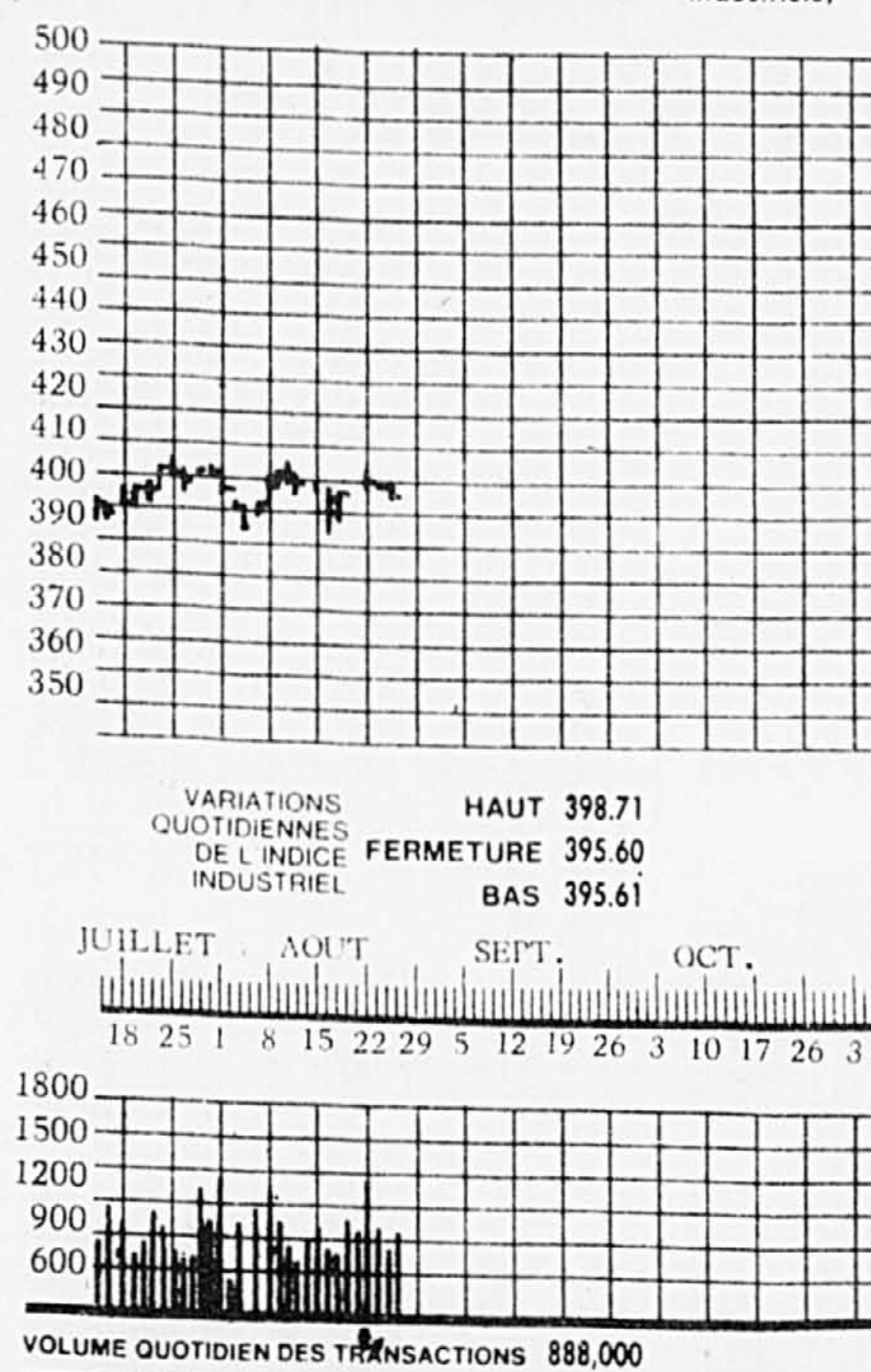
Le président Ricard d'ailleurs s'était lui-même mis sur les rangs. Il faudrait ajouter, selon les syndiqués à la CSN, l'associé Michel Simpson de M. Ricard, les cadres et employés de l'usine de Thurso, les anciens propriétaires Bob St-Pierre et Dale Morrisson, des dirigeants de l'usine de Cowansville de même que les fabricants de meubles Casavant, Roxton Chair, South Shore Furniture et le Groupe Radisson.

\$ CANADIEN
— 7/100
↓ .8631

MONTRÉAL

OU VA LA BOURSE DE MONTRÉAL

(Selon 65 titres industriels)



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

	Ind.	Ser. pub. Banques	Comp.	Pop.
Var. 26 août	-1.74	-0.62	-0.17	-1.32
Fer. 26 août	395.60	272.96	388.03	369.68
Hauts 80	428.98	274.23	390.50	381.38
Bas 80	216.25	216.57	262.55	292.02
Hauts 79	334.72	257.07	334.76	317.19
Bas 79	218.32	194.96	273.98	224.93

par la PRESSE CANADIENNE

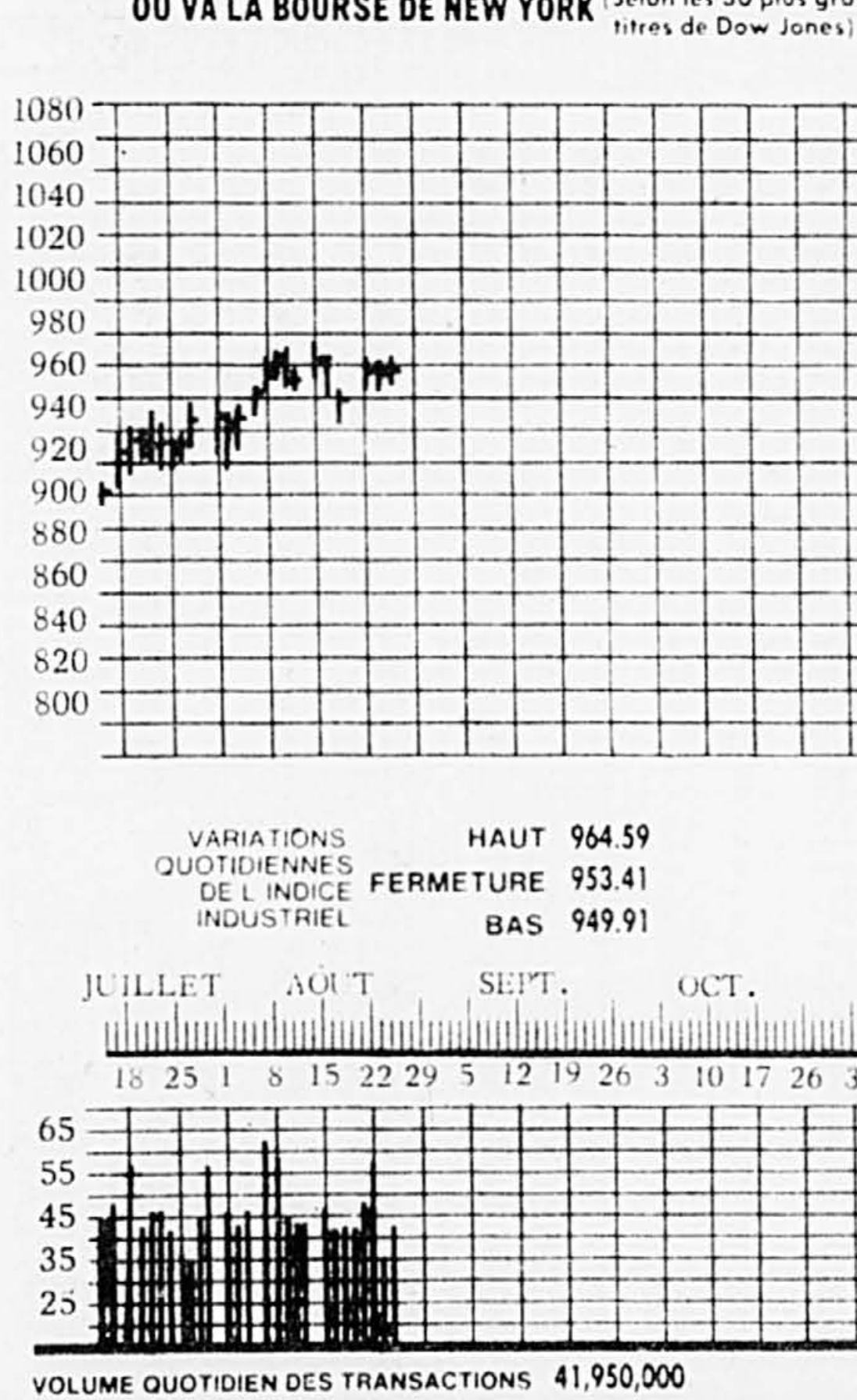
MONTRÉAL (PC) — Un léger tassement a été constaté à la Bourse de Montréal, mardi. L'indice composé clôture en baisse de 1.32 à 395.60. Le volume des transactions comprenait 887,834 actions, contre 916,040 le jour précédent. Dans le groupe des hydrocarbures, qui retraita de 4.77 à 754.37, Gulf Oil cède 1/4 à \$30 1/2, Imperial Oil A 1/2 à \$42 1/2, Texaco 1/4 à \$26 1/2 et Hudson Bay Oil 1/2 à \$37 1/2. Par contre, Shell Canada gagne 1/4 à \$31 et BP Canada 1/4 à \$45 alors que Husky oil est stationnaire à \$184. D'autre part, les industrielles reculent de 1.74 à 395.60, les services publics de 0.62 à 272.96, les bancaires de 0.17 à 388.03 et les papetières de 0.55 à 201.49. En fin de séance, on compte 51 valeurs en hausse, 64 en baisse et 52 inchangées. CP Ltd perd 1 1/4 à \$48 1/2, Entreprises CP 1/2 à \$29 1/2, Walker Home 3/4 à \$30 1/2, Silver Stack Mines 1/4 à \$22 1/2 et Banque Royale 1/4 à \$54.

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net
Alcan	100	325	325	325	0
Alcan	3700	100	100	100	0
Alcan	3700	100	100	100	0
Alcan	3700	100	100	100	0
Alcan	3700	100	100	100	0
Alcan	3700	100	100	100	0
Alcan	3700	100	100	100	0
Alcan	3700	100	100	100	0
Alcan	3700	100	100	100	0
Alcan	3700	100	100	100	0

NEW YORK

OU VA LA BOURSE DE NEW YORK

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



INDICES À LA BOURSE DE NEW YORK

	Ferm.	Var.
COMPOSÉ	71.66	-0.17
INDUSTRIELLES	83.45	-0.21
TRANSPORTS	63.67	-0.23
SERVICES PUBLICS	38.51	inch.
FINANCE	67.30	-0.28

par AFP

NEW YORK — Les valeurs boursières ont évolué irrégulièrement, mardi. L'indice des industrielles a clôturé à 958.41 après des hausses de près de cinq points. Quelque 41.5 millions d'actions ont été traitées. Les ventes bénéficiaires ont contenu les gains pendant la dernière heure des transactions. Les investisseurs ont initialement repris leurs achats malgré une nouvelle augmentation des taux d'intérêt risquant d'amener la Réserve fédérale à resserrer le crédit. Plusieurs banques ont relevé leur taux d'intérêt de base de 11.25 à 11.50 pour cent. Aux enchères de lundi, les bons du Trésor à 26 semaines ont produit un intérêt de 10.25 pour cent, soit le plus haut niveau depuis avril. En clôture, le nombre des baisses dépassa celui des hausses, 800 contre 688 et 392 titres sont inchangés. Homestake Mining a gagné 2 1/4 à 70 1/2. Texas Instruments a monté de 1 1/4 à 127 1/2. Asarco a clôturé à 39 1/2 en hausse de 1. Polaroid a cédé 1 1/4 à 26 1/2. Dow Chemical a perdu 1/4 à \$82 1/2. Bethlehem Steel a clôturé à 24 1/2 en baisse de 1/2. Parmi les valeurs canadiennes, McIntyre Mines perd 2/8 à \$82 1/2, Alcan Aluminium 1/4 à \$32 1/2 et Massey-Ferguson 1/4 à \$88.

Valeurs	PS	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0
ACF Inc	12	68	39	38	38	0

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES FAITS SAILLANTS

DE LA BOURSE

MONTRÉAL

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES FAITS SAILLANTS

DE LA BOURSE

MONTRÉAL

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES FAITS SAILLANTS

DE LA BOURSE

MONTRÉAL

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES FAITS SAILLANTS

DE LA BOURSE

MONTRÉAL

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES FAITS SAILLANTS

DE LA BOURSE

MONTRÉAL

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES FAITS SAILLANTS

DE LA BOURSE

MONTRÉAL

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES FAITS SAILLANTS

DE LA BOURSE

MONTRÉAL

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

ALBERTA

LES OBLIGATIONS

par la Presse Canadienne

GOUVERNEMENT DU CANADA

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES OBLIGATIONS

par la Presse Canadienne

GOUVERNEMENT DU CANADA

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES OBLIGATIONS

par la Presse Canadienne

GOUVERNEMENT DU CANADA

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES OBLIGATIONS

par la Presse Canadienne

GOUVERNEMENT DU CANADA

Option	Mois	Pris	Vol	Tr.	Ferm.	Net
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214
Abc	Pr	22	15	396	100	1214

LES OBLIGATIONS

EN BREF

Les profits de Bombardier Inc. ont dégringolé de plus de 50 pour cent au cours du semestre terminé le 31 juillet dernier mais le fabricant québécois pourrait se rattrapper quelque peu d'ici la fin de l'année grâce à de nouvelles commandes potentielles.

Malgré ces contrats qu'il pourrait décrocher aux États-Unis et au Canada, le président du conseil Laurent Beaudoin a toutefois déclaré au cours d'une entrevue qu'il s'attend à «des profits totaux moindres que ceux de l'an dernier. Ça va dépendre de l'hiver» car l'absence de neige de la dernière saison a drôlement gonflé les stocks de motoneiges et terni les chances du secteur récréatif.

Du côté du transport en commun cependant, «les activités s'accroîtront». Bombardier est «en train de finaliser» les premiers travaux commandés et de

mettre au point sa proposition pour \$200 millions de camions militaires. «On espère une entente d'ici la fin de l'année ou le début de 1981».

La division industrielle de Valcourt se chargerait du contrat. Le New Jersey pourrait, quant à lui, exercer «avant la fin de l'année» une option pour une autre commande aussi importante que la dernière.

La compagnie mise aussi sur l'Alberta dont les villes de Calgary et Edmonton considèrent des offres pour leur «métro léger» dont les voitures ont été construites jusqu'ici par un fabricant allemand.

Au cours du dernier semestre, Bombardier a décroché un contrat de \$56 millions, sur trois ans, de tramways pour Vienne, en Autriche, en plus des commandes de \$45 millions pour les voitures-passagers du New Jersey, de plus de \$20 millions pour les locomotives

Les profits de Bombardier chutent de plus de 50 p. cent

du CN Rail et du \$17 millions pour les Chemins de fer du Bangladesh.

Les six mois terminés le 31 juillet dernier se sont soldés par des ventes de \$162.8 millions, contre \$153.5 millions, et des profits de \$2.37 millions, ou \$0.60 par action, contre \$5.09 millions, ou \$1.31 par action.

John Labatt se sépare de deux filiales

John Labatt Ltée a décidé de vendre sa filiale les Produits chimiques Delmar au salaisonnier Canada Packers Inc. Selon un communiqué de John Labatt Ltée, cette transaction est encore sous réserve de négociations de dernières minutes et si tout va bien, elle

sera signée au début du mois d'octobre.

Delmar fabrique des produits chimiques organiques vendus en vrac et surtout destinés à l'industrie pharmaceutique. Son siège social est à LaSalle.

Par ailleurs John Labatt vient d'annoncer la vente des actifs d'exploitation de son entreprise de services en alimentation aux États-Unis dont la gestion était assurée par Mannings Inc.

La vente de ces deux entreprises a rapporté \$18 millions à John Labatt Ltée.

Les raisons invoquées par la direction de cette firme pour ces transactions sont en ce qui concerne Delmar que ses activités n'ont pas de liens fondamentaux avec celles de Labatt qui sont essentiellement agro-alimentaires. Pour ce qui est de Mannings, son secteur aux États-Unis est trop encombré pour intéresser le groupe Labatt.

National Trust: profits en baisse

Le revenu net d'exploitation de National Trust pour le troisième trimestre a été de 73 cents par action comparativement à 30 cents au cours du premier trimestre et à 32 cents au cours du deuxième trimestre. Soit un total de \$1.35 par action pour les neuf premiers mois de l'année, comparativement à \$1.57 par action pour la période correspondante en 1979.

Le revenu brut réalisé au cours de ce trimestre a été de \$69,219,700 contre \$58,890,100 en 1979 au troisième trimestre. Le revenu net a été de \$2,719,500 pour cette période en 1980 et de \$1,976,600 en 1979.

Puits sec pour Hudson Bay

(PC) — Un puits exploratoire foré par Hudson Bay Oil and Gas à Beaton Point, à 20 milles au large de l'Île-du-Prince-Édouard, s'est révélé stérile à fait savoir le directeur des travaux, Moe Pavan.

Un autre puits foré plus tôt cette année

par la même compagnie, au large d'East Point, avait abouti au même résultat.

M. Pavan a expliqué que Hudson Bay avait englouti \$14 millions cette année dans la recherche d'hydrocarbures au large des côtes de cette province.

Un peu de gaz avait été découvert il y a dix ans dans un autre puits exploratoire au large d'East Point.

La Chase hausse son taux préférentiel

(AFP) — Pour la deuxième fois en l'espace d'une semaine, la Chase Manhattan Bank a relevé, hier, d'un quart de point son taux d'intérêt de base, le portant ainsi de 11.25 à 11.5 pour cent.

Cette décision, indique-t-on dans les milieux compétents, reflète la tension des taux d'intérêt qui s'est manifestée lundi lors de l'adjudication hebdomadaire des bons du Trésor à court terme.

Elle pourrait, ajoute-t-on, être suivie assez rapidement par d'autres grandes banques.

Ventes record de Toyota

(Reuter) — Toyota, le plus grand constructeur d'automobiles japonais, a annoncé, hier, que ses ventes atteindraient le montant record de 15.9 milliards de dollars au cours de l'année fiscale en cours s'achevant en juin 1981, malgré la récession mondiale du marché.

Alors que des constructeurs européens et américains enregistraient une chute brutale de leurs ventes et de leurs bénéfices, Toyota a augmenté ses ventes de 18 p.c. au cours de l'année fiscale 1979-80. Les bénéfices après imposition de la taxe ont subi une majoration de 41 p.c., s'élevant à \$65 millions.

Le président de Toyota, M. Eiji Toyota, a déclaré que sa compagnie n'augmenterait pas ses expéditions de voitures aux États-Unis durant le restant de l'année et le maintiendrait au niveau des six premiers mois de 1980.

Nouveau programme économique de Carter

(AP) — Le nouveau programme économique que le président Jimmy Carter compte rendre public cette semaine couvrira environ \$29 milliards constitués en majeure partie par des dégrèvements fiscaux, estime-t-on dans les milieux du Congrès.

Ce programme, destiné à relancer l'économie qui traverse actuellement une passe difficile, mettra l'accent sur des réductions d'impôts et des mesures d'incitation aux investissements qui devraient entraîner la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois nouveaux dès 1981 et un nombre supérieur dans les années suivantes.

Le président Carter compte exposer les mesures qu'il envisage jeudi soir, à la veille du week-end prolongé de la Fête du travail dans l'espoir que les discours qui seront prononcés à cette occasion par les responsables syndi-

caux lui seront favorables.

Un parlementaire qui a été informé du contenu du plan a révélé qu'il contenait également des dépenses directes pour venir en aide au secteur industriel en difficulté et l'aider à faire face plus efficacement à la concurrence étrangère. Les dépenses nouvelles pourraient être de l'ordre de deux à quatre milliards de dollars pour l'exercice fiscal 1981.

CANADA DRY LIMITÉE NOMINATION



Roger A. Makarios

M. R.T. Lockyer, président et chef des opérations de Canada Dry Limitée, est heureux d'annoncer la nomination de Roger A. Makarios au poste de vice-président et directeur général de la division du Québec.

Au cours de sa carrière chez Canada Dry, M. Makarios a acquis une expérience considérable dans tous les secteurs de la gestion des opérations, y compris la production, l'entreposage, la distribution et l'administration générale. Dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, M. Makarios assumera un rôle plus vigoureux à la direction des activités commerciales de la compagnie au Québec. Il conservera ses bureaux aux installations de Canada Dry à Lachine.

BROWN BOVERI CANADA LIMITÉE NOMINATIONS



Duncan MacLachlan



David Moreira

Le Conseil d'Administration de Brown Boveri Canada Ltée a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Duncan MacLachlan au poste de Président. De plus, nous annonçons la nomination de M. David Moreira au poste de Directeur général de la Division des Moteurs à Lachine, Québec.

M. MacLachlan, un citoyen canadien, apporte à Brown Boveri de nombreuses années d'expérience acquise en administration chez I.T.T. Jusqu'au jour de sa nomination, M. Moreira était Vice-président et Directeur général de Canadian Car Division, Hawker Siddeley Canada Ltd., Thunder Bay, Ontario.

Ces nominations, au niveau de l'Administration de Brown Boveri, sont le résultat de l'expansion récente de ses activités sur le marché nord-américain. Brown Boveri, de renommée internationale pour sa technologie avancée, a son siège social en Suisse et est installée au Canada depuis 1933. Elle a fait l'acquisition de la division électrique de Canon à Montréal en 1975. Récemment une nouvelle compagnie a été formée: Brown Boveri Howden Ltd. à Scarborough, Ontario qui s'occupe de la vente et la fabrication de turbines à vapeur Brown Boveri au Canada.

Ontario Hydro a commandé de Brown Boveri quatre turbines à vapeur de 900 MW pour la centrale d'énergie nucléaire de Darlington ainsi que de deux turbines à vapeur de 230 MW pour la station génératrice d'Atikokan.

SUCRE ATLANTIC LIMITÉE NOMINATION



Arnold R. Robichaud

M. Leo E. Labrosse, président de Sucre Atlantic Limitée, a le plaisir de faire part de la nomination de M. Arnold R. Robichaud au poste de directeur des ventes, division du Québec.

M. Robichaud a acquis une vaste expérience de la vente et de la gestion de la distribution au sein de la compagnie sur le marché du sucre. Sucre Atlantic Limitée est l'un des plus importants raffineurs et vendeurs de sucre au Canada.

NOMINATION CHEZ STEINBERG INC.



Marvin Biltis

M. Gerry Spitzer, Vice-président exécutif, Vente au détail des produits alimentaires, de Steinberg Inc., annonce la nomination de M. Marvin Biltis au poste de Vice-président de groupe et Directeur général de la Division du Québec de Steinberg Inc. A ce titre, il sera responsable de la plus grande division de la Compagnie qui exploite 155 supermarchés au Québec, dans l'Est de l'Ontario et au Nouveau-Brunswick.

LA PRUDENTIELLE COMPAGNIE D'ASSURANCE LIMITÉE



R.A. TRECROCE



F. J. HIGGINS

Ian D. Mair, président de La Prudentielle Compagnie d'Assurance Limitée, est heureux d'annoncer les promotions suivantes dans la branche I.A.R.D. du siège social.

Renato A. Trecroce, BA, vice-président pour le Canada, IARD; il sera responsable du secteur administratif de la branche I.A.R.D. incluant le développement des systèmes informatisés.

Frank J. Higgins, A.I.C., vice-président pour le Canada, IARD; il sera chargé du bon fonctionnement des opérations relatives aux Assurances des entreprises.

BOMBARDIER INC.



M. L. Hollander

Monsieur Laurent Beaudoin, président du Conseil et chef de la Direction de Bombardier Inc., annonce l'élection au Conseil d'administration de Monsieur Louis Hollander qui occupe au sein de la Compagnie le poste de président et chef de l'Exploitation. Monsieur Hollander s'est joint à Bombardier en mai 1977, en qualité de président du Groupe des produits récréatifs et industriels. Il occupe son poste actuel depuis septembre 1979 et a la responsabilité de l'ensemble du secteur de l'exploitation de Bombardier.

DÉPÔTS GARANTIS

12 1/2% 5 ANS
Intérêts annuels.
Autres termes et types d'intérêts.
Dépôt initial minimum \$1 000.

COMPTEZ SUR NOUS

Appelez Claire Poitras, elle vous renseignera.
844-2050 poste 163
Taux sujets à confirmation.



SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE



385 est.
rue Sherbrooke
Montréal, Qué.
H2X 1E5

CHAMBRE DES COMMUNES CANADA



COMITE SPECIAL DE L'ENERGIE DE REMPLACEMENT DU PETROLE

DES AUDIENCES REGIONALES SERONT TENUES A

MONTRÉAL

Le Quatre Saisons
1050 ouest, rue Sherbrooke
Le jeudi 4 septembre à 8h.30 du matin

Crédit Foncier

FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

12 1/2% 5 ans
PLACEMENTS À TERME GARANTIS

Montréal: 612, rue St-Jacques (514) 282-1880
Québec: (418) 681-0277 • Ottawa: (613) 238-6084

Institution inscrite: Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Membre: Société d'assurance-dépôts du Canada



LES ENTREPRISES DUSTBANE LTÉE

Avis de dividendes

Avis est par les présentes donné qu'un dividende trimestriel de dix-huit cents (\$0.18) par action a été déclaré sur les actions émises de la compagnie, lequel sera payable, le 26 septembre 1980, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 9 septembre, 1980.

Par ordre du
Conseil d'administration
J.F. Ostiguy
Secrétaire

Ottawa, le 15 août, 1980

VILLE D'ANJOU

CONDOMINIUMS

11 1/2% TAUX D'HYPOTHÈQUE
(5 ANS)

- Maison de ville 3 et 4 chambres à coucher
- Construction de béton
- Foyer
- Rampe de chêne
- Fenêtres françaises
- 2 espaces de garage par résidence
- Salle de jeu finie
- Terrassement par professionnels

À PROXIMITÉ:

- Piscine
- Tennis
- Piste de jogging
- Centre commercial les Galeries d'Anjou

DIRECTION:

Boul. des Galeries d'Anjou vers le nord à gauche, rue Giraud.

HEURES DE VISITE:
Sam. et dim.: 12h30 à 17 hres. Lundi au jeudi: 13 hres à 20 hres.

INFORMATIONS:

351-0013
de (13h à 20h)



Faites affaire directement avec le réalisateur de ce projet



DÉBRAYAGE HIER À OTTAWA

Les débrayages sélectifs des traducteurs menacent la conférence de septembre

Les traducteurs fédéraux sont de retour au travail aujourd'hui mais les débrayages «sélectifs» qu'ils entendent mener dorénavant pour faire avancer

leurs négociations laissant planer la menace d'un boycott de la conférence constitutionnelle.

Les traducteurs, qui ne sont que 1200 à travers le pays, sont membres d'un syndicat indépendant, le Syndicat canadien

ble, compte tenu de l'état du dossier.

Plusieurs impondérables se greffent à l'action des syndicats.

Tout d'abord, vu qu'il n'y a aucune disposition anti-scab au Code fédéral du travail, Ottawa peut toujours recourir au travail d'interprètes pigistes, comme il en existe d'ailleurs un certain nombre, pour faire leur travail ou une partie de leur travail.

Par ailleurs, même si, dans le passé, le service de traduction a toujours été assumé par des fonctionnaires fédéraux, il serait peut-être possible, théoriquement, que la traduction des documents soit faite par des délégations provinciales. Ou encore que la conférence n'ait lieu que dans une langue (ce qui en pratique voudrait dire l'anglais).

On parle aussi de dresser des piquets de grève devant la salle de réunion. Mais les délégations les res-

PIERRE VENNAT

des employés professionnels et techniques, lesquels s'est défilé de l'Alliance de la fonction publique du Canada (CTC), il y a environ un an. Quelque 300 de ces traducteurs oeuvrent au Québec, dont 200 à Montréal.

La force de frappe syndicale s'en trouve donc réduite et c'est pourquoi, d'une part, on a choisi les débrayages sélectifs et pourquoi, de l'autre, on ne désire pas dévoiler sa stratégie d'avance. Mais, chose certaine, on prépare quelque chose pour la conférence, si bien sûr, le conflit n'est pas réglé d'ici là, ce qui semble improba-

Pétrole: l'Alberta ne veut plus reculer

EDMONTON (PC) — L'Alberta n'est pas prête à «capituler» devant la politique énergétique fédérale dans le seul but d'amorcer de nouvelles négociations sur les prix du pétrole.

Le ministre albertain de l'Énergie, M. Merv Leitch, a révélé hier que sa province ne fera aucune nouvelle concession, malgré qu'elle désire poursuivre les pourparlers et mettre fin à l'incertitude politique et économique consécutive au problème pétrolier.

«Nous ne pouvons faire plus», a-t-il dit aux journalistes à l'issue de la réunion hebdomadaire du cabinet albertain. Selon lui, l'industrie pétrolière a elle-même mis en danger son avenir au Canada en augmentant ses investissements, de son portefeuille en numéraires canadiens, en exploration aux États-Unis.

Même si les spécialistes ne signalent, jusqu'à maintenant, qu'une fuite diluée de nos ressources en investissements vers les États-Unis, M. Leitch a reconnu que l'impasse des négociations Edmonton-Ottawa ont un «effet négatif» sur l'industrie albertaine.

Cette province n'a pas l'intention, en effet, d'accélérer des programmes de stimulants à l'exploration pétrolière dans le seul but de contrer la fuite des investissements provoquée par les prix plus élevés et les profits plus substantiels offerts aux États-Unis. Le ministre albertain, par ailleurs, se refuse à anticiper quelles seront les décisions de l'Alberta si les prix fédéraux ainsi que la fiscalité fédérale menacent l'avenir de l'industrie pétrolière de cette province.



VOTRE PROPRE

APPAREIL

À DICTER...

...POUR AUSSI

PEU QUE

80¢

PAR JOUR.

PHILIPS MODÈLE 320

- Indexation électronique
- Facilités d'enregistrement téléphonique et de conférence
- Réveille-matin digital
- Piles rechargeables avec chargeur encastré à la base

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, VEUILLEZ APPELER ROBERT CHADSEY, LOCAL 216.

LA CIE CANADIENNE D'ÉQUIPEMENT DE BUREAU LTÉE
5990 Côte de Liesse,
Montréal, H4T 1V7

GE

342-5151

4 FRÈRES

SUPERMARCHÉS

THON BLANC
CLOVER LEAF

7 1/2 oz

\$1.39

HUILE DE MAÏS
MAZOLA

3 l

\$4.69

JUS DE POMMES

ALLEN 48 oz

89¢

COCKTAIL DE JARDIN

E. D. SMITH 28 oz

85¢

MARGARINE MIRAGE

100% SOYA 2 lb.

\$1.59

FARINE

PURITY 3.5 kg

\$1.89

COCKTAIL DE FRUITS

DEL MONTE 19 oz

89¢

COCA COLA

6 x 750 ml 19 oz

\$2.19

KETCHUP

AUX TOMATES

HEINZ 32 oz

\$1.49

RIZ DAINY

PARBOILED 5 lb

\$2.79

BISCUITS DARE

CASSE-CROUTE

PARTY 900 g

\$2.57

TRANCHES DE

FROMAGE KRAFT

24 tranches 500 g

\$2.25

SERVIETTES

DE PAPIER

SCOTT 2 rouleaux

\$1.29

SACS À DÉCHETS

GLAD EXTERIEUR 10

\$1.59

DENTIFRICE

COLGATE 150 ml

\$1.49

TAMPONS

À RECUPER

S.O.S. 10

65¢

ADOUCEUR

FLEECY 176 oz

\$3.45

CAFÉ MOULU

CHASE & SANBORN

Sac 1 lb

\$2.99

SANI FLUSH

ORDINAIRE

OU PIN BLEU 12 oz

99¢

SERVIETTES

WHITE SWAN 60

57¢

PALMOLIVE

LIQUIDE 500 ml

\$1.49

PAPIERS-

MOUCHOIRS

KLEENEX 100

45¢

PAPIER HYGIENIQUE

WHITE SWAN

4 rouleaux

\$1.29

RÔTI

DE PALETTE

AVEC OS

MARQUE ROUGE «A» 6 lb

\$1.49

lb

VOYEZ NOS VIANDES DE
QUALITÉ DE MARQUE ROUGE

RÔTI

DE CÔTES

MARQUE ROUGE «A»

\$2.79

lb

BIFTECK

DE SURLONGE

MARQUE ROUGE «A»

\$2.99

lb

POULET

POUR BAR.B.Q.

FRAIS

99¢

lb

BOEUF HACHÉ

MAIGRE

MARQUE ROUGE «A»

\$1.89

lb

CÔTELETTES

DE VEAU

FRAIS

\$2.49

lb

LE COIN

D'EUROPE

MOZARELLA

SAPUTO

\$2.39

la lb

BRIE

CANADIEN

\$3.39

la lb

PATRAMI

\$3.29

la lb

TOMATES

DU QUÉBEC #1

4 lb

99¢

PIMENTS VERTS

TRÈS GROS

QUÉ #1

la lb

39¢

CÉLERI

24 QUE #1

3/99¢

HARICOTS VERTS

TRANCHÉS

FRAZÉVALE

10 oz

59¢

NECTARINES

60-70

CALIFORNIE

la lb

69¢

CHOU-FLEUR

ARTIC

GARDEN

10 oz

87¢

PRODUITS

SURGELÉS

JUS DE RAISIN

FRAIS CONCENTRÉ

WELCH

12 1/2 oz

93¢

Tweed

A. Petit fourre-tout

45.00 ch.

B. Carry-all

95.00 ch.

C. Fourre-tout à accessoires

60.00 ch.

Hors photo:

D. Sac à vêtements

115.00 ch.

E. Carry-on à pochettes

90.00 ch.

F. Fourre-tout

80.00 ch.

Sangria (polyuréthane)

G. Sac à vêtements

140.00 ch.

H. Carry-on à pochettes

95.00 ch.

J. Fourre-tout à accessoires

60.00 ch.

Hors photo:

K. Petit fourre-tout

45.00 ch.

L. Carry-all

100.00 ch.

M. Fourre-tout

85.00 ch.

« Tan Gabardine »

N. Petit fourre-tout

40.00 ch.

P. Carry-all

75.00 ch.

Q. Fourre-tout

70.00 ch.

Hors photo:

R. Sac à vêtements

110.00 ch.

S. Carry-on à pochettes

75.00 ch.

T. Fourre-tout à accessoires

50.00 ch.

Téléphoner à 842-6261 (région de Montréal). Rayon 796, au troisième, centre-ville et dans toutes les succursales, sauf Chicoutimi.

La Baie accepte avec plaisir les cartes la Baie, Charge/Visa et Master Charge.

SERVICE PERSONNALISÉ

790, boul. DÉCARIE | 3701, ST-LAURENT | 1495, VAN HORNE | 525, JEAN-TALON
ST-LAURENT 744-0123 | 844-4216 | 271-1144 | OUEST 276-1377

PRIX SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU 1^{er} SEPT. PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES EN VIGUEUR JUSQU'AU 30 AOÛT
LIVRAISON GRATUITE DANS LE QUARTIER • NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS.

la Baie



Partez en voyage... avec
Diane Von Furstenberg!

La réussite de votre voyage est assurée avec les valises Diane Von Furstenberg! Légères et spacieuses, ces valises de renom seront votre atout le plus précieux. Venez donc voir la collection complète de valises Diane Von Furstenberg!



Tweed

A. Petit fourre-tout

45.00 ch.

B. Carry-all

95.00 ch.

C. Fourre-tout à accessoires

60.00 ch.

Hors photo:

D. Sac à vêtements

115.00 ch.

E. Carry-on à pochettes

90.00 ch.

F. Fourre-tout

80.00 ch.

Sangria (polyuréthane)

G. Sac à vêtements

140.00 ch.

H. Carry-on à pochettes

95.00 ch.

J. Fourre-tout à accessoires

60.00 ch.

Hors photo:

K. Petit fourre-tout

45.00 ch.

L. Carry-all

100.00 ch.

M. Fourre-tout

85.00 ch.

« Tan Gabardine »

N. Petit fourre-tout

40.00 ch.

P. Carry-all

75.00 ch.

Q. Fourre-tout

70.00 ch.

Hors photo:

R. Sac à vêtements

110.00 ch.

S. Carry-on à pochettes

75.00 ch.

T. Fourre-tout à accessoires

50.00 ch.

Le syndicat dénonce le manque de sécurité dans l'usine

L'usine fournit du travail à 600 employés. En 1976, ils ont débrayé pour obtenir un droit de regard sur la sécurité dans leur milieu de travail.

CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h
le samedi, de 9h à 17h

354-2072
IMPRIMERIE Schichet Depuis 10 ans
13925, rue St-Hubert
Montréal

Le chaud retour... du velours- éponge!

la  aie

La rentrée en beauté à bon compte



Pour fillettes, tailles 4-6X

- A. Corsage à encolure V, tons unis, rouge, vert, rouille, bleu ou bourgogne.
B. Col roulé, en rouille/os/sarcelle, bleu roi/os/rouge ou sarcelle/os/magenta.
C. Pull fendu à encolure ronde. Brun/os/rouille ou fuchsia/pourpre/os.

9⁹⁹
ch.

Pour filles, tailles 7-14

- D. Pull rayé, jade/rose/bleu ou magenta/pourpre/sarcelle.
E. Encolure V, sarcelle/rouille ou bleu roi/magenta.
F. Encolure ronde, motif arc-en-ciel. Sarcelle/bourgogne ou bourgogne/sarcelle.
G. Hors photo. Semblable au modèle décrit en C. Bleu cadet/bourgogne/os.

14⁹⁹
ch.

- H. Hors photo. Semblable au modèle décrit en A. Tons unis, gris, cerise, rouille, bleu ou grauu.

12⁹⁹
ch.

Veillez noter: tous ces vêtements sont en velours-éponge 80% coton/20% polyester.

Rayons 413, 420, 430 et 437, au troisième, centre-ville et dans toutes les succursales.



Pour garçons, tailles 4-6X

- J. Pull à patte de boutonnage, bourgogne, marine ou brun.
K. Encolure ronde, marine ou chameau.

11⁹⁹
ch.

- L. Hors photo. Semblable au modèle décrit en N. Marine/chameau ou bourgogne/gris.
M. Hors-photo. Semblable au modèle décrit en J. Marine, chameau ou brun/chameau.

14⁹⁹
ch.

Pour garçons, tailles 7-14

- N. Haut façon western, bourgogne/gris ou marine/chameau.
P. Col capri, sable/marine ou brun/sable.

16⁹⁹
ch.

- Q. Hors-photo Semblable au modèle décrit en J. Marine, chameau ou bourgogne.

- R. Hors photo. Semblable au modèle décrit en K. Brun ou marine.

14⁹⁹
ch.

Les meilleurs prix en ville: La Baie vous remboursera la différence si vous trouvez un de nos articles à meilleur marché ailleurs.

CENTRE-VILLE
281-4422

BOULEVARD
728-4571

DORVAL
631-6741

ROCKLAND
739-5521

CENTRE LAVAL
688-8970

PLACE VERSAILLES
354-8470

PLACE VERTU
332-4550

ST-BRUNO
653-4455

CHICOUTIMI
545-3160

CENTRE-VILLE: du lundi au mercredi, de 10h à 18h
les jeudis et vendredis, de 10h à 21h
le samedi, de 9h à 17h

SUCCURSALES: du lundi au mercredi, de 9h30 à 18h
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h
le samedi, de 9h à 17h

CHICOUTIMI: du lundi au mercredi, de 9h30 à 17h30
les jeudis et vendredis, de 9h30 à 21h
le samedi, de 9h à 17h